

LE P^r RAYANE AU FORUM D'EL MOUDJAHID :

«Il faut rétablir la prise en charge des malades pour des soins à l'étranger»

Le président de la Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation (SANDT) plaide pour le rétablissement du dispositif de prise en charge et des transferts des malades pour des soins à l'étranger.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – «Des enfants passent de longues années en dialyse sans bénéficier d'une greffe de rein et sans pouvoir accéder à des soins à l'étranger. Nous exigeons la révision du dossier de la prise en charge et des transferts des malades pour des soins à l'étranger», a revendiqué le Pr Rayane, président de la SANDT, hier, au forum

d'El Moudjahid. Intervenant à l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes, il dira que la Cnas «ne joue plus son rôle». Et de poursuivre : «Nous demandons des comptes au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale au sujet des personnes ayant bénéficié de prises en charge pour des soins à l'étranger.» Le président de la SANDT

relève, en outre, qu'en Algérie, le don d'organes accuse un énorme retard par rapport à d'autres actions médicales.

«Plus de 7 000 patients sont en attente d'une greffe de rein. Cette liste s'allonge chaque année de 500 nouveaux cas, alors que seulement 100 transplantations sont effectuées annuellement», précise-t-il. Toutefois, il fait constater que seuls les néphrologues se battent pour le don d'organes.

L'intervenant a plaidé également pour l'«élargissement» du cercle des donneurs vivants, limité

actuellement aux ascendants, collatéraux et descendants. Pour lui, la loi actuelle est «restrictive». «Il faut étendre cette loi aux grands-parents, oncles et tantes, cousins germains ainsi qu'aux conjoints et autres membres de la famille», explique le Pr Rayane.

S'agissant de don d'organes à partir de donneurs cadavériques, il a assuré que la religion ne fait pas entrave. «C'est une question de culture», dit-il.

Et de s'interroger : «Est-ce que l'Algérien est prédisposé psychologiquement pour que ses organes

soient prélevés après sa mort ?» La culture de don d'organes nécessite, selon lui, beaucoup de temps pour qu'elle soit inculquée.

Il rappellera, par ailleurs, que malgré des dispositions légales et religieuses très favorables, «en 26 ans, seulement 8 greffes ont été effectuées à partir de donneurs décédés». Pour sa part, le Pr Benabadiji précisera que les moyens et les compétences existent pour assurer les transplantations rénales. «C'est l'organisation qui fait défaut», dira-t-il.

R. N.

35% DES ALGÉRIENS DE PLUS DE 18 ANS SOUFFRENT D'HYPERTENSION ARTÉRIELLE

Un enjeu majeur de santé publique

Le fait est si important qu'il requiert journées d'études, congrès nationaux et internationaux, sans parler de l'intérêt qu'il suscite auprès des citoyens, surtout quand on sait que, selon les dernières statistiques, ce sont des pans entiers de la population algérienne qui souffrent de l'hypertension artérielle.

Les statistiques sont, en effet, ahurissantes : on estime à près de 35 % population algérienne, de plus de 18 ans, souffrant d'hypertension artérielle.

Selon de tout récents chiffres, également, c'est la troisième cause de mortalité dans le pays. Des statistiques sur lesquelles on en saura un peu plus les 22 et 23 du mois courant, lors du 9^e congrès de la Société algérienne d'hypertension artérielle (SAHA).

En attendant ce rendez-vous éminemment important, c'est à Tizi-Ouzou que des

médecins ont été réunis, samedi, dans le cadre de leur formation continue par le docteur Rabah Dardar et son équipe des laboratoires Bouchra-Recordati pour débattre de cette maladie «sournoise».

Ainsi, le docteur Mansouri, un éminent cardiologue, s'est longuement adressé dans ce qui a pris les contours d'un véritable cours magistral en direction de nombreux médecins généralistes de Tizi-Ouzou et sa périphérie, les premiers à «faire connaissance» avec les sujets souffrant d'hypertension

artérielle. C'est en tous les cas, comme le dit l'organisateur de cette journée, un enjeu majeur de santé publique et malheureusement méconnue par le grand public au point où ce sont moins de 10 % des personnes en souffrant qui bénéficient de la thérapie adéquate.

De quoi donner froid dans le dos...

M. Azedine

COLLECTE DE LAIT CRU

Une hausse de 30% en 2011

Le soutien aux laiteries à travers la subvention de la poudre de lait reste conditionné par l'intégration du lait cru dans le cycle de transformation. Le rappel en a été fait par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, hier, sur les ondes de la radio Chaîne 3.

Le ministre Rachid Benaïssa, qui a attesté que la collecte de lait cru a augmenté de 30 % en 2011, a informé que le bénéfice de l'aide apportée aux laiteries à travers la subvention à la poudre de lait est tributaire de l'intégration du lait cru dans la transformation. Sur les 116 laiteries partenaires de l'Onil, seules 10 n'ont toujours pas adhéré à la formule. Ces dernières, a expliqué M. Benaïssa, ont demandé une prolongation du moratoire qui, normalement, s'est

achevée en septembre. Une doléance acceptée. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qui a affirmé que la politique du renouveau agricole mise en place n'est pas totalement assise et qu'il reste beaucoup à faire, s'est exprimé sur la filière céréales laquelle a connu, il faut le souligner, un fléchissement drastique en terme de production, passant de 61 millions de quintaux en 2009 à 42 millions de quintaux en

2010. Il a lié cette baisse aux caprices climatiques. «L'agriculture n'est pas une science exacte.» Benaïssa, optimiste, a estimé qu'il est possible de réduire la facture d'importation à travers une amélioration de la production laquelle passe par une maîtrise des techniques. Aujourd'hui, l'alimentation est assurée à 70 % par la production nationale et les 30% restants viennent de l'importation. » Mais, pour le ministre, l'Algérien est loin d'être un sous-alimenté. «En terme de disponibilité, on n'a rien à envier aux pays riches. L'Algérien bénéficie de 3 500 calories par jour, ce qui est nettement en dessus de l'apport mini-

mum fixé à 2100 calories par jour par l'OMS.» Interrogé sur cette possibilité légale offerte au bâtiment de s'ériger sur des terres à vocation initiale agricole, le ministre a expliqué que cela procède de l'exigence d'équipements publics. Il a assuré que, parallèlement à cette transformation de vocations, tout un programme de mise en valeur de terres arables se trouve entrepris. «39 000 hectares sont déjà dégagés pour les nouvelles exploitations agricoles.» Rappelons que depuis 2009, le secteur de l'agriculture bénéficie d'un financement public. L'enveloppe annuelle allouée s'évalue à 200 milliards de dinars.

R. N.

DEUX SALONS PROFESSIONNELS LEUR SONT CONSACRÉS

Tout sur les produits financiers et les industries électriques

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le Palais des expositions aux Pins-Maritimes abritera, cette semaine, deux salons professionnels spécialisés distincts, ouverts au grand public. Dans sa deuxième édition, le Salon des banques, assurances et produits financiers Expo Finances s'ouvre aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 21 octobre 2011, sous le patronage du ministère des Finances. Organisé conjointement par la

Société algérienne des foires et exportations (Safex) et la société Mira Cards Editions, le salon Expo Finances devrait regrouper, sur 2 000 m² au pavillon C, une quarantaine d'opérateurs (banques, assureurs et autres établissements financiers et sociétés de services) ainsi que des institutionnels (directions générales du ministère des Finances, Banque d'Algérie, Commission d'organisation et de surveillance des opérations de

Bourse...). Même si certaines banques privées semblent boudier cette manifestation, le salon Expo Finances est conçu, cependant, par ses organisateurs en tant que plateforme, un espace de réflexion et de veille sur la dynamique sectorielle et le financement de l'économie et de l'emploi, voire sur tout ce qui concerne les produits et les services financiers. Et d'autant qu'une série de conférences thématiques, consacrées notamment au contrôle de la dépense publique, l'assurance crédit ou la finance islamique, seront animées, les 18 et 19 octobre à la salle Ali-Maâchi, par des cadres institutionnels et des professionnels.

Egalement dans sa seconde édition, le Salon des industries électriques, électroniques et de l'électroménager (Sielec) se tien-

dra du 19 au 25 octobre 2011 au pavillon central du Palais des expositions. Organisé conjointement par la Safex et la société Batimatec Expo, le 2^e Sielec réunira, sur 1 500 m², une vingtaine d'exposants nationaux et des expositions – ventes sont envisagées. Avec l'objectif notable, selon ses organisateurs, de débattre des moyens permettant de promouvoir ces industries, en faisant connaître le potentiel ainsi que les conditions permettant la reprise. Et d'autant que ces industries, certes émergentes, peinent cependant à satisfaire totalement la demande nationale, dans un contexte de forte concurrence notamment privée, de prégnance de l'informel et de la contrefaçon, d'absence des conditions de compétitivité, sécurité et de qualité et conformité aux normes...

C. B.

PLAINE-OUEST
D'ANNABA

Un incendie ravage les anciennes Galeries algériennes

Les anciennes Galeries algériennes, implantées dans la Plaine-Ouest, d'Annaba ont été réduites en cendres à la suite d'un incendie qui s'est déclaré hier vers 3h du matin. Avant d'être maîtrisé par les éléments de la Protection civile, l'incendie a quand même ravagé plus de 300 divers commerces (alimentation générale, petites boutiques de couture et d'artisanat, habillement et chaussures, entre autres). Une première estimation évalue les dégâts à près de 200 milliards de centimes, selon les commerçants concernés. Les boutiques de commerce de friperie mitoyennes à cette structure n'ont heureusement été touchées que partiellement par ce sinistre, qui serait dû à un court-circuit. L'enquête qui a été aussitôt enclenchée par les services concernés déterminera les causes exactes ainsi que la responsabilité de tout un chacun dans ce malheur qui a frappé quelque 300 pères de famille locataires chez le propriétaire de la structure. Dès qu'il a appris la nouvelle, le chef de l'exécutif de la wilaya d'Annaba, Mohamed Ghazi, s'est rendu sur les lieux pour s'enquérir de la situation et rassurer les sinistrés quant à leurs droits, une fois l'enquête bouclée. Pour rappel, c'est le deuxième sinistre qui se produit en moins de deux ans, dans une grande surface commerciale à Annaba, après celui qui a entièrement ravagé l'ancien Souk-El-Fellah d'El Hattab. Dans cet espace, où se vendaient aussi des effets vestimentaires neufs et usagés, la clientèle est identique à celle des commerces des anciennes galeries de la Plaine-Ouest. Les petites gens y trouvaient leur compte. Elles pouvaient s'habiller, se chauffer et faire d'autres achats moins chers qu'ailleurs.

A. Bouacha

TÉBESSA

Un bus se renverse : 3 morts et plus de 10 blessés

Hier dimanche, un bus assurant la liaison Cheria-Tébessa a dérapé au niveau du col El Gaâgaâ à cause de la chaussée glissante, et s'est retrouvé dans l'oued. Bilan : 3 morts, 2 universitaires, et plus de 10 passagers blessés dont 4 grièvement.

Saâdallah Djamel